

# LE SPECTATEUR

DE

## L'ORIENT.

---

---

Livr. 19. — 26 Mai (7 Juin) 1854.

---

---

### Les Albanais.

Albanesische Studien, von Dr. jur. Johann Georg von Hahn, K. K. Consul für das östliche Griechenland. Wien, 1853. (Études Albanaises, par M. J. G. de Hahn, consul d'Autriche dans la Grèce orientale, ancien consul à Janina).

---

#### PREMIÈRE PARTIE.

**Q**EST une singulière destinée que celle de la race albanaise. Sans jamais s'affranchir de la domination étrangère, elle n'a de tout temps été conquise qu'à demi; soumise tour à tour aux Grecs, aux Serbes et aux Turcs, elle a constamment conservé une certaine individualité nationale. Sa ténacité à ne pas renoncer à cette indépendance relative, n'est surpassée que par son insouciance à en obtenir la plénitude. Les deux essais que l'Albanie a faits pour se

constituer en état séparé, ont été tentés sous les auspices de noms étrangers. George Castrioti, plus connu sous le nom de Skenderbey, était un albanais grec; Ali-Pacha de Jannina était de son côté un albanais musulman. Cependant cette race qui n'a pu produire un seul grand homme pour son propre compte, en a donné beaucoup au reste de l'Orient : Grecs, Turcs et Serbes, mais surtout les Grecs, citent dans leurs annales, avec un juste orgueil, des noms d'origine albanaise; tous ont puisé ainsi dans les montagnes de ce pays, des richesses que lui seul n'a nullement soupçonné de posséder. Maître d'un superbe littoral sur l'Adriatique, possesseur de forêts magnifiques dans ses montagnes, en aucun temps le peuple albanais ne fut marin chez lui; il ne le devint que lorsque, s'étant éloigné de son pays, il est allé, d'étapes en étapes, se percher sur les rochers arides et inhospitaliers d'Hydra et de Spetzia. Il semble que ce peuple a besoin d'émigrer pour grandir, et que, pour utiliser ses forces, il doit se frotter à d'autres civilisations et à d'autres nationalités.

L'unité politique, dans sa complète expression, est un bien qu'il a été rarement donné aux peuples orientaux d'acquérir; il y a eu néanmoins de tout temps entre les diverses portions de ces nationalités, des sympathies très prononcées, des tendances à se grouper dans certains cas autour d'un commun drapeau, une solidarité morale à défaut d'une concentration plus positive et plus pratique. Rien de pareil ne se voit en Albanie. Les pachas héréditaires de Scodra, se sont toujours fort peu soucié du pays méridional; Ali-pacha de Janina, tournant le dos au nord, étendit son bras de fer vers la Thessalie et la Grèce proprement dite; le génie militaire de Skenderbey, prenant

son essor de Croja, dans le pays septentrional, ne dépassa jamais, au sud, Argyrocastron; le flot de l'émigration elle-même, parti de l'Albanie moyenne, au lieu de commencer par affluer dans ses bassins naturels du nord ou du midi, déboucha brusquement, par les montagnes de l'est, vers la Macédoine et la Thessalie, pour de là se déverser sur la Béotie, l'Attique, le Péloponnèse et les îles de la Mer-Égée. Que si, remontant le cours des âges, on questionnait l'histoire ancienne sur le sort des populations qui jadis habitèrent ces contrées, on recevrait les mêmes réponses, et on se retrouverait en présence des mêmes faits. Bardylis, fondateur d'une dynastie royale dans l'Albanie moyenne, au milieu du quatrième siècle avant Jésus-Christ, négligeant l'Épire, dirige ses armes contre la Macédoine; Alexandre le Molosse s'en va guerroyer en Italie; Pyrrhus mène ses bandes de tous côtés, excepté vers le nord; jamais les rois illyriens ne songèrent sérieusement à la conquête de l'Épire. On dirait vraiment qu'il y a incompatibilité d'humeur entre les diverses portions de l'Albanie, et qu'obligées de subir les conséquences d'une union mal assortie, elles s'arrangent de manière à vivre en état de séparation de corps et de biens, et envoient leurs enfans chercher fortune loin du foyer domestique.

Constater une situation si extraordinaire, en montrer les origines et les phases diverses; après avoir ébauché l'image du passé, y chercher les solutions de l'avenir, tel est l'objet de cette légère esquisse. Par l'importance de sa population, et par la nature et l'étendue du pays qu'elle occupe, la race albanaise est destinée à jouer un rôle considérable dans le nouvel ordre de choses qui est à la



veille de s'établir en Orient. Si l'on veut que cet ordre de choses présente des conditions de stabilité, on en doit asseoir les fondemens non sur des théories mouvantes, mais sur un terrain dont l'histoire ait éprouvé la solidité. Je ne pense donc pas me trop éloigner de la question du jour, en profitant des nombreux travaux auxquels a donné lieu un sujet aussi intéressant que difficile à traiter, en m'aidant surtout des études excellentes de M. Hahn, pour jeter un coup d'œil rapide sur les vicissitudes qui ont marqué l'existence agitée du peuple Albanais.

C'est dans la seconde moitié du onzième siècle qu'il apparaît pour la première fois sous sa dénomination, et, jusqu'à un certain point, dans sa constitution actuelle. Nom et peuple avaient cependant une origine beaucoup plus ancienne. Le premier se retrouve dans le mont Albanus et dans l'Albanopolis de Ptolémée, l'Elbassan actuel des Turcs. Ce nom antique d'Albanie et d'Albanais a une affinité manifeste avec les trois formes: *Arvanitis*, *Arbenia*, *Arberia*; la première est en usage dans le langage ordinaire des Grecs modernes, la seconde est employée par le dialecte guègue, ainsi que par les livres sacrés des albanais catholiques, la troisième enfin, est la modification toscane du même terme. Toutes ces formes rappellent d'ailleurs aussi l'île illyrienne d'Arba ou Arva, citée déjà par Pline. Un dernier nom, beaucoup plus en usage de nos jours dans la bouche du peuple albanais, est celui de *Schkíp*, *Schkiperia*, *Schkipetari*: il n'est pas non plus tout à fait étranger à la géographie ancienne du pays, ayant un certain rapport avec la cité dardanienne de Scoupi, l'Uschkub de nos jours, mentionnée par Ptolémée, et avec les villes de Scepon et de Scepta, qu'on rencontre dans le catalogue de Hié-

roclès, sur lequel j'aurai occasion de revenir bientôt. Quant au peuple, on n'est pas encore définitivement fixé sur son origine. Si parmi les Byzantins, les uns penchaient à reconnaître sa parenté avec les anciens habitans du pays, d'autres le considéraient comme une colonie émigrée de l'apygie; une troisième conjecture le faisait même venir de l'Albanie caucasienne. De ces trois opinions, la première cependant paraît l'avoir emporté dans l'esprit de la plupart des savans de notre temps. Ce sentiment est appuyé sur un fait irrécusable, à savoir: que les traditions historiques, qui ont rapporté une foule d'invasions étrangères dans les pays illyriens, n'ont jamais parlé d'une immigration albanaise. Il était dès lors difficile d'admettre qu'une population qui, malgré ses guerres continuelles, ses pérégrinations et les transformations qu'elle a subies, compte encore plus de 1,600,000 âmes chez elle, s'y introduisit pour ainsi dire à la dérobée (1). En la considérant d'ailleurs comme originaire du pays, on ne risque point d'être démenti par les élémens constitutifs de son idiome. Formé d'un fonds primitif, sur lequel sont venues se déposer successivement plusieurs couches étrangères, cet idiome emprunte une grande moitié de ses mots au grec, au latin, à l'allemand, au slave et au turc. On ne sait pas précisément à quoi s'en tenir sur le fonds primitif; mais il n'y a

(1) Les Byzantins eux-mêmes ne se fondaient que sur des suppositions et des raisonnemens. Chalcocondyle p. ex. qui voit dans les Albanais une colonie étrangère, s'appuie surtout sur cette malencontreuse considération, que les Serbes étant d'extraction illyrienne, les Albanais, qui n'ont avec eux aucun lien de parenté, ne peuvent être de la même origine.

pas de raison pour le croire plutôt autre chose qu'illyrien. Le reste est un témoignage vivant de toutes les influences qui ont pesé sur l'Albanie, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours.

L'influence de la Grèce fut naturellement la première à se faire sentir à ces contrées qui, situées à ses portes, étaient de plus habitées par des peuples ayant une affinité incontestable d'origine avec les anciens Grecs. Elle attaqua l'Épire et l'Illyrie de tous les côtés, au sud, à l'ouest et à l'est. Pour s'y introduire et pour s'y établir, elle employa tous les moyens, la colonisation, la conquête, l'action religieuse. Institutions sacrées, traditions historiques, généalogies des princes, races des habitans, noms des villes, tout était hellénique en Épire, depuis les temps les plus reculés. Faut-il rappeler ici l'oracle de Dodone et le necyomantion de l'Achéron? N'est-ce pas là que, selon Aristote, était même le berceau de l'antique Hellade, près de Dodone et de l'Achéloüs? Platon considérait les Athamans comme des Grecs, et Hérodote attribuait la même qualité aux Thesprotes et aux Molosses. Thucydide refusait, il est vrai, cet honneur à ces deux dernières tribus; mais on sait que le grand historien de la guerre du Péloponnèse était un puriste peu facile sur ce chapitre, car il a l'air de disputer aux Étoliens eux-mêmes leur titre de nationalité grecque. Les noms hellènes pullulaient d'ailleurs en Épire (1); et qu'étaient-ce enfin, sinon des Grecs, ces rois

(1) Chimaira, Pelodès Limen, Halicranon, Sybota, Buchtium, Glykys Limen, Eurymenai, Pandosia, Éphyra, Elateia, Chalcis, Charadra, Phylace, Theudoria, Athenaium, Theium, Tetraphylia, Aethopia, Crannon, Heracleia, voilà bien assez de preuves de l'immense extension qu'avait prise en Épire la colonisation grecque.

Éacides, et surtout ce Pyrrhus, dont Niebuhr a tracé un si brillant portrait, et dont le charmant caractère, l'éducation soignée, les nobles amitiés et l'activité infatigable, semblaient avoir transporté au milieu des montagnes qui avoisinent Ambracie, les plus beaux jours d'Athènes?

Au nord, l'Illyrie proprement dite, l'Illyris Græca des Romains, l'Épirus nova des temps postérieurs, ce qu'on nomme aujourd'hui l'Albanie moyenne avec une partie de la haute Albanie, fut aussi entamée de très bonne heure, du côté de l'ouest, par des établissemens maritimes, tels que Oricus, cité déjà par Hérodote, Aulon, et surtout par les deux puissantes colonies d'Épidamne (Durazzo) et d'Apollonie (Pollina ou Pollona). Plus tard, la conquête et la suzeraineté macédoniennes, s'emparant de l'intérieur du pays, le parsemèrent de stations helléniques, germes civilisateurs que ne parvinrent à extirper, ni l'indépendance reconquise par les indigènes après la mort d'Alexandre le Grand, ni la domination romaine qui mit fin à la royauté pillarde de Gentius (1).

Cette domination commença par porter un coup funeste à la civilisation Greco-illyrienne, à peine naissante, aussi bien qu'à l'hellénisation presque achevée de l'Épire.

(1) Lychnis (Ochrida), Oeneum, Listrion (Kleissoura), Argyas (Argyrocastron), Orgysus ou Argos (Argova), Antigonía (Nigothemo ou Tepeleni), Omphalium (près de Premedi), Elæus (sur la rive droite de Dryno, entre Argyrocastron et Libochovo), Hecatompedum (dans la vallée de Soukha, au nord de Libochovo) étaient évidemment des villes grecques. Des montagnes mêmes et des rivières revêtirent des noms hellènes, témoin le Panyasus (Spirnazza) et l'Aëropus (Trebousin). Cleitus, le fils et le successeur de Bardylis en Illyrie, et Glankias, le prince des Taulantins à la même époque, portaient des noms qui n'étaient plus illyriens. Démétrius Pharius l'était encore moins.



Où connaît l'histoire lamentable des soixante-dix villes de ce dernier pays, détruites de fond en comble, et des 150,000 Épirotes réduits en esclavage par l'impitoyable vainqueur de Persée. Le sort de l'Illyrie ne fut pas moins triste. Refoulées des bords de la mer vers l'intérieur du pays, et traquées dans un terrain borné qui ne suffisait plus à leur subsistance, ses tribus, si nombreuses autrefois, finirent par s'entre-détruire en partie. Ce qui échappa à ce suicide national, était sans doute encore bien capable de lutter contre un ennemi, qui à son tour allait chaque jour en s'affaiblissant. Nés pour la guerre, sobres, robustes, doués au suprême degré du génie militaire, et habitant des montagnes, des vallées et des défilés inexpugnables, les Illyriens avaient tout ce qu'il fallait pour secouer le joug étranger, surtout un joug qui n'avait plus son ancienne solidité; se gardant bien cependant d'user de tous ces avantages pour leur compte, ils se vengèrent de la tyrannie romaine à leur façon. Ils s'enrôlèrent dans ces légions illyriennes qui remplirent l'univers de la gloire de leurs faits d'armes, pendant les trois premiers siècles de notre ère; leurs chefs sauvèrent plus d'une fois l'empire, et s'assirent souvent sur le trône de la ville éternelle; après avoir brillé comme guerriers, ils s'immortalisèrent dans la carrière législative et administrative; ils eurent tous les genres de gloire; ils commandèrent aux trois parties du monde; mais, fatalité étrange! ils ne surent point obtenir l'indépendance de leur propre pays, et y laissèrent le champ libre à la conquête égoïste et dure de Rome.

Un fait cependant non moins curieux, et qui a déjà été remarqué, c'est l'impuissance de la civilisation romaine à

s'implanter dans l'Orient. Pas plus que les exploits des croisés et que la domination vénitienne ou française, la conquête romaine n'a pu jeter des racines profondes en deçà de l'Adriatique. En y mettant le pied, tous ces dominateurs de l'Orient semblaient laisser derrière eux la réalité de la vie; comme l'Orion de l'enfer homérique, ils s'en allaient chasser des ombres, et finissaient par s'évanouir eux-mêmes sans laisser des traces de leur présence plus ou moins longue. Cette Rome qui colonisa et qui maîtrisa si profondément l'Italie, l'Allemagne méridionale, l'Espagne, les Gaules et la Bretagne, fut obligée d'avouer qu'elle n'avait rien à faire en Orient. Son empire ne s'y maintint qu'à la condition d'abjurer son caractère originel et de devenir un empire grec. Avant même que cette transformation n'ait eu lieu, à une époque où la domination romaine semblait encore conserver toute sa vigueur, son inaptitude à créer dans ces contrées quelque chose de durable, éclatait à chaque instant. Quand elle eut mutilé et foulé aux pieds l'Épire et l'Illyrie et que vint enfin le moment de la réparation, elle dut céder le pas à la civilisation hellénique. Nicopolis, fondée par Auguste pour éterniser la mémoire des trophées d'Actium, fut une ville purement grecque; un riche athénien restaurait la ville d'Oricus; Apollonie, plus florissante que jamais, devenait le siège d'une science que les Romains venaient non y enseigner, mais y apprendre; Epidamne échangeait son nom contre celui de Dyrrachium, sans renoncer à son caractère primitif. Quelques faibles établissements, tels que Stephani Fanum et Hadrianopolis, qui pouvaient bien être des colonies romaines, tout en portant des noms à moitié grecs, étaient loin de neutraliser cette

prépondérance de la civilisation hellénique, que les maîtres du pays d'ailleurs reconnaissaient officiellement en donnant à ces contrées le nom d'Illyris Græcā, ou bien celui encore plus caractéristique d'Epirus nova, terme exprimant la similitude des conditions nationales qui existait à cette époque, entre l'Illyrie inférieure et l'Épire.

La colonisation grecque pénétra même dans l'Illyris barbara ou Romana, qui comprenait une partie de la Croatie actuelle, toute la Dalmatie, à peu près toute la Bosnie et la partie tout à fait supérieure de l'Albanie (1). Bientôt, à l'aide de la nouvelle religion, qui, dans tout l'orient, fit cause commune avec l'hellénisme, ce dernier s'établit encore plus fortement dans ces extrêmes limites de son domaine, et y continua ce travail d'assimilation pour lequel il n'a pas d'égal dans l'histoire des peuples civilisateurs : spectacle prodigieux sans doute, que cette ardeur inépuisable d'une race, qui, dépouillée de vie politique, et écrasée par l'oppression, ne cesse pourtant de travailler à élargir le cercle de son influence, et qui, si elle ne parvient pas à annuler l'ascendant de l'étranger dans ces confins du monde oriental et du monde occidental, réussit néanmoins à l'y tenir en échec. Les derniers reflets de l'antagonisme des deux langues, tantôt affaiblis, tantôt ravivés par les révolutions postérieures, se sont perpétués jusqu'à nos jours dans l'idiome des habitans du pays.

(1) Polybe, Ptolémée, César, y citent déjà beaucoup de noms parfaitement grecs : Nedinum (Nadin), Tragyrum (Trau ou Troghie), Epetium (près de Strohocz), Onem (près de Jassenicza), Epidaurus (sur le promontoire occidental de Cattaro), Nymphaeum (entre les embouchures de Barbana et de Drilon), Andetrium ou Anderium (près de Ramjane), Doracium (Ducagin), etc.

L'albanais de l'Épire comprend beaucoup plus de mots grecs et de terminaisons grecques que le dialecte de la haute Albanie, qui, de son côté, sans accuser une préférence décidée pour le latin, semble au contraire avoir conservé le plus de racines illyriennes, surtout dans le dialecte des Myrdites.

La lutte entre l'influence grecque et l'influence latine se prolongea ainsi jusqu'à la fin du quatrième siècle, où un troisième élément vint se mêler à ce conflit. Nommé maître général de l'infanterie dans l'Illyrie orientale, Alaric n'y séjourna pas longtemps; dès 408, il abandonna définitivement ces contrées pour marcher à la conquête de Rome, mais une partie considérable de ses Goths resta dans le pays jusqu'au règne de Justinien, dont les troupes, serrant de près ces hôtes incommodes, les obligèrent enfin de passer aussi en Italie. Ainsi leur occupation ne dura pas longtemps, 130 ans à peine. Elle ne couvrit pas le pays dans toute son étendue. Quoiqu'on les voie pousser dans cet intervalle jusqu'à Durazzo (1), dont ils s'emparèrent même pour un instant, leurs principaux établissements ne semblent pas avoir franchi ce point du côté du sud. Ils exercèrent cependant sur la langue une influence énorme et dont les effets se font en-

(1) Le Goth Sidimund, allié de la famille de Théodoric le Grand, posséda des propriétés considérables aux environs de Durazzo et fut très puissant auprès de l'impératrice Verina. On cite également dans ces contrées son compatriote Gento, chef militaire qui épousa une romaine. Lors de l'invasion de Théodoric dans la Macédoine, Sidimund lui fit obtenir la possession de Durazzo; mais peu après, le roi des Ostrogoths fut obligé par Sabien de ramener ses bandes en Messie. Quant aux Goths qui restèrent encore une cinquantaine d'années en Illyrie, ils occupèrent surtout la Dalmatie et la haute Albanie.



core sentir de nos jours dans toute l'Albanie. Je ne garantis pas l'assertion de Xylander qui prétend que la langue allemande entre pour un septième dans la formation de l'idiome albanais, mais il est certain qu'elle lui prête un grand nombre de mots; et ce qui est particulièrement remarquable, c'est que la plupart de ces mots sont des verbes, tandis que les rapports avec les autres langues s'établissent plutôt par des substantifs. Bizarre conciliation accomplie par devant la grammaire, entre les divers prétendants qui ont alternativement aspiré à la possession exclusive du pays.

Dans le siècle qui s'écoula depuis la dernière retraite des Goths, il y eut beaucoup d'invasions désastreuses en Illyrie et en Épire, mais point d'installation permanente; seule, une fraction des Avars paraît s'être établie en Dalmatie. Ce ne fut que vers le milieu du septième siècle que commença l'immigration Serbo-bulgare. Cherchant un contre-poids à opposer de ce côté à la puissance croissante des Avars, et ne le trouvant pas dans les populations de plus en plus décimées des provinces illyriennes du nord, Héraclius y autorisa, par capitulations, l'établissement des Serbes et des Croates, qui occupèrent dès lors la Serbie, la Bosnie, la Croatie et la Dalmatie; plus tard, ils firent même une pointe jusque dans la haute Albanie. L'invasion bulgare se prolongea beaucoup plus au sud. Ce peuple, ayant, dans la seconde moitié du septième siècle, sous Constantin Pogonat, forcé l'entrée de la basse Mœsie, qui porte encore son nom à l'heure qu'il est, se déploya de là dans tous les sens, au sud-est, au sud, au sud-ouest, à l'ouest. Bientôt la Thrace, la Macédoine, l'Illyrie furent rangées sous sa loi; au milieu du neuvi-

me siècle, la Bulgarie touchait à l'Adriatique; Ochrida était le siège de ses rois; la nouvelle Épire faisait partie de leurs domaines, et lorsqu'en 920, ils eurent conquis le royaume serbe, un détachement de leurs troupes, auquel se sont réunis probablement de fortes masses serbes, se rabattant vers le sud, s'avança jusque dans la <sup>partie</sup> nouvelle Épire et finit par s'y établir définitivement. Ce royaume bulgare, souvent assailli par les empereurs de Byzance, fut enfin brisé par Basile II, le Bulgaroctone, surnom que les acclamations du peuple de Constantinople lui décernèrent le jour de son triomphe, et que l'histoire lui a conservé. Les Bulgares du reste payèrent leur grandeur éphémère par la perte de la langue nationale, dont ils furent complètement dépouillés, en subissant d'un côté l'influence des tribus slaves, leurs sujets ou leurs voisins, et d'un autre côté celle de la civilisation des Grecs, leurs rivaux ou leurs maîtres.

Il était pourtant à présumer que la langue slave au moins laisserait en Illyrie et en Épire des traces d'autant plus profondes, qu'une domination purement serbe s'y est renouvelée plus tard pour quelque temps. Deux siècles environ de souveraineté, des colonies nombreuses établies au milieu de populations indigènes fatiguées, une seconde prise de possession bien plus récente, tout cela aurait dû, ce semble, fortement impressionner le pays. Il n'en fut pas tout à fait ainsi. La population slave a disparu de ces contrées; l'élément slave n'entre que pour une proportion bien faible dans ce croisement de langues qui produisit le dialecte albanais; les souvenirs de la race autrefois prépondérante, ne survivent que dans les noms des endroits qu'elle avait jadis habités; c'est en effet la carte

de l'Albanie qui conserve le plus de vestiges de la conquête Serbo-bulgare.

On a été étonné de cette transformation, car, si l'extinction de la race slave dans la Grèce proprement dite pouvait s'expliquer par la prééminence morale et intellectuelle de la population grecque, cet avantage ne pouvant pas être attribué à la race albanaise, il était difficile de concevoir comment elle a pu maîtriser une population étrangère, supérieure par le nombre, égale au moins quant aux autres conditions sociales. C'est qu'on n'a pas tenu compte de l'action du gouvernement byzantin, ni de la variété infinie des ressorts qu'il savait mettre en mouvement toutes les fois qu'il s'agissait de sauver les intérêts de la nationalité grecque. Nul doute que l'élément indigène de l'Épire et de l'Albanie, abandonné à lui-même, ne serait jamais parvenu à prendre le dessus dans cette rivalité qui allait s'engager entre lui et les riches et industrielles colonies slaves. La force qui parvint à le maintenir plus ou moins intact dans son isolement, ne suffisait point à lui faire prendre l'offensive, encore moins à le faire sortir victorieux de cette lutte; il fallait qu'une force extérieure vint à son aide, en l'appuyant et en lui amenant des auxiliaires avec lesquels il avait depuis longtemps plus d'un point de contact.

Du cinquième au onzième siècle, l'élément grec déclina sensiblement dans l'Illyrie et en Épire, sans évacuer définitivement le pays. La campagne y était barbare, Gothe, Slave ou Illyrienne, mais la civilisation surnageait dans les villes, surtout dans les villes du littoral. A une époque qui ne saurait être fixée avec exactitude, mais qui se trouve comprise dans ce laps de temps, Hiéroclès citait en-

core dix villes grecques dans l'ancienne Épire, et dix dans la nouvelle (1). Jamais la domination Serbo-bulgare ne franchit l'enceinte de Dyrrachium et de Nicopolis; la plupart des autres villes échappèrent aussi très probablement à cette inondation. Au plus fort de la conquête, vous les trouverez rapportées presque toutes dans les statistiques officielles du gouvernement Byzantin (2). Seulement, comme pour mieux marquer la révolution qui, en s'accomplissant en dehors des cités, réduisit l'empire à une administration urbaine, ces provinces échangèrent leurs anciennes dénominations qui indiquaient le pays entier, contre les noms de leurs chefs-lieux. L'ancienne Épire était devenue ainsi le thème de Nicopolis; la nouvelle Épire s'appela le thème de Dyrrachium. Ni l'élément grec, ni le gouvernement byzantin ne se bornèrent d'ailleurs à opposer à l'invasion ces digues de plus en plus menacées et qui pouvaient bien finir par être complètement emportées. Ils s'attaquèrent à l'ennemi de front par la guerre; ils employèrent aussi contre lui l'arme indirecte et plus sûre de la civilisation.

Lorsque les tribus slaves ou slavisées établies en deçà du Danube, furent converties au Christianisme par les soins du patriarcat de Constantinople, leurs livres sacrés

(1) *Provincia veteris Epiri sub praeside urbes, 12: Metropolis Nicopolis, Dodonae, Euroea, Acnii, Hadrianopolis, Appon, Phoenice, Auchiasmos, Butritus, Photice.* Les deux autres villes étaient celles de Coreyre et d'Ithaque.

*Provincia novae Epiri sub consulari, urbes 10: Dyrrachium, quae alias Epidamnus, Srapta, Apollonia, Bulis, Amantia, Pulcheriopolis, Aulon, Auluidos Metropolis, Listrion et Scepon.*

(2) *Constantini Porphyrogeniti de Thematibus.*



furent rédigés en slave par le moine Cyrille; mais l'ordination du clergé supérieur, se faisait toujours dans la capitale de l'empire. Tous ceux qui aspiraient aux hautes dignités de l'Église, venaient faire leur éducation dans la même ville. Les classes riches et industrieuses y affluaient aussi, attirées par les intérêts du commerce et par le prestige irrésistible de la civilisation; des milliers de jeunes Slaves et Bulgares étaient élevés aux écoles de Constantinople, d'Andrinople, de Thessalonique et de Durazzo. La noblesse, les princes eux-mêmes, n'échappaient point à la contagion de cet entraînement. Le roi Siméon est qualifié par Liutprand de demi-grec; n'avait-il pas appris la rhétorique de Démosthènes, et la logique d'Aristote? *Simeonem semi-Graecum esse aiebant, eo quod a pueritia Byzantii Demosthenis rhetoricam et Aristotelis syllogismos didicerat.* Il en arriva que l'élément grec exerça une influence très considérable sur toutes les conditions intérieures, et particulièrement sur la langue des pays Serbo-bulgares.

Cette influence morale, cette suprématie ecclésiastique, ne suffisaient même pas à l'ambition ou à la prévoyance des empereurs de Constantinople; car d'un côté ils n'oublièrent pas l'autorité beaucoup plus positive qu'ils avaient autrefois exercée dans ces contrées; et de l'autre ils pouvaient craindre qu'elles ne finissent par s'émanciper tout à fait au moyen de cette civilisation qui leur faisait encore subir la tutelle de Constantinople. Aussi le royaume bulgare n'y fut-il presque jamais officiellement reconnu; hormis quelques trêves, aussi rares que courtes, on lui fit une guerre incessante dans le double but du rétablissement des anciennes limites de l'empire et de l'hellénisation du pays. Aussitôt qu'une ville slave était

conquise, on lui donnait un nom grec, on y établissait une garnison grecque, un évêque grec, des autorités grecques. Quand l'empereur Jean Zimiscès se fut emparé de Pereïaslava, une des capitales de la Bulgarie, son premier soin fut de lui conférer la dénomination de Joanopolis. Le même système fut suivi par Basile II, lorsque, terrassant le royaume bulgare, il en réduisit toutes les parties à l'état de provinces grecques.

A tous ces moyens de réaction, la cour de Constantinople en ajouta bientôt un autre dans les deux thèmes de Nicopolis et de Dyrrachium. Le travail de fusion des tribus slaves de la Grèce proprement dite, fut singulièrement facilité par les masses prépondérantes des anciens habitants du pays. Dans les provinces du littoral Adriatique au contraire, surtout dans le thème de Dyrrachium, il était difficile au pouvoir central, quelles que fussent son activité et son habileté, de venir à bout des colonies puissantes des intrus, en ne s'aidant que de l'élément grec, qui y était très clair-semé. La politique byzantine y recruta des auxiliaires, y chercha un second point d'appui et le trouva dans la population indigène. Ce qu'elle avait fait au septième siècle contre les Avars, au moyen des Slaves, l'élément indigène lui ayant fait défaut dans les provinces illyriennes du nord, elle le recommença maintenant au midi contre les Serbo-bulgares, à l'aide des anciens habitants du pays, beaucoup plus épargnés ici qu'aux bords du Danube; sauf à opposer plus tard l'élément vlaque à la race albanaise, quand le développement de cette dernière eut pris, à la faveur de la protection du gouvernement grec, des proportions inquiétantes. Ce système de neutralisation réciproque de toutes les autres populations

au profit de la nationalité grecque, inspira constamment la politique byzantine, pendant toute la durée de l'empire. Il n'a pas été étudié dans tous ses détails; c'est à lui pourtant que la race grecque doit, en grande partie, la position prépondérante qu'elle occupe encore aujourd'hui en Orient.

Les restes des tribus illyriennes étaient à cette époque éparpillés sur le versant occidental de la chaîne qui sépare l'Albanie de la Macédoine; acculés à ces montagnes par les conquêtes successives des Romains, des Goths et des Slaves, ils y menaient une vie nomade, dans des endroits très retirés, loin des cités, où prévalait l'élément grec, loin des vallées, où dominaient les colons slaves. C'était une race d'hommes toujours sobre et robuste, toujours magnifiquement bâtie, mais peu active et peu dangereuse à tous ses voisins par la pauvreté, et surtout par la faiblesse numérique de sa population. Elle était pourtant un peu plus massée aux environs d'Albanopolis, la seule ville peut-être où l'on voyait quelques uns de ces enfants de la nature, chercher à vivre de la vie citadine.

C'est dans cette situation que le gouvernement byzantin trouva la race albanaise à l'époque où il prit de nouveau possession des deux thèmes de Nicopolis et de Dyrrachium. Il se mit à l'instant à la favoriser de toute la puissance de sa protection. On ne saurait indiquer avec exactitude les mesures qui furent prises dans cette intention; mais on en voit clairement les effets dès la seconde moitié du onzième siècle. Tandis que la population slave commence à s'affaiblir et à s'effacer peu à peu, la race indigène, qui est restée enveloppée dans une profonde obscurité pendant plus de cinq cents ans, apparaît tout à

coup dans l'histoire; elle est pour ainsi dire révélée au monde par les chroniqueurs byzantins; elle prend un nom; on la voit pour la première fois former une partie considérable des armées impériales; il y a déjà des Albanais qui occupent des positions éminentes dans l'État; la race entière joue un rôle fort important dans les grands événements dont sa patrie continue à être le théâtre; là, en un mot, commence, à proprement parler, l'histoire du peuple albanais, tel à peu près qu'il se présente encore aujourd'hui à nos yeux. Je compte dans un prochain travail, relever les points les plus saillans de cette histoire.

P.



## Variétés.

### ENCORE UN MOT SUR L'ÉMANCIPATION.

Les grandes Puissances chrétiennes, dont les armées et les flottes sont occupées à défendre l'empire turc contre son puissant et redoutable voisin, et à intimider les rayas chrétiens qui ont voulu profiter de la circonstance pour secouer le joug de l'Islamisme, ont fait plusieurs démarches près de la Porte pour obtenir des concessions en faveur de ses sujets chrétiens; plus d'une fois nous avons essayé de démontrer l'inutilité de ces efforts, très-louables sans doute, de la diplomatie occidentale. Nous dirons plus, ces démarches ont peut-être aigri les Turcs; elles ont été l'occasion d'un surcroît d'oppression contre les rayas. Voici le seul résultat de l'intérêt bien sincère,



nous n'en doutons pas, que le sort des Chrétiens inspire aux Puissances. Elles ont obtenu quelques firmans, il est vrai, elles en obtiendront d'autres encore; mais ce dont les malheureux rayas ont avant tout besoin, ce sont des garanties; or, c'est demander l'impossible. Voici pourquoi, pour nous, pour tout chrétien de la Turquie, l'unique solution durable et définitive de la question, c'est le rétablissement de l'empire chrétien; ce n'est pas un rêve ambitieux du raya; c'est tout simplement le seul moyen d'arriver au but que l'on se propose par l'émancipation, à l'égalité des droits.

Nous lisons dans le supplément extraordinaire de la Gazette Universelle d'Augsbourg du 11 Mai, ce qui suit:

On écrit de Bosnie au Journal d'Agram que le firman du Sultan relatif à l'assimilation des chrétiens aux Turcs devant les tribunaux, n'est pas praticable. Quant à la possibilité d'établir une égalité civile, on ne doit pas même y songer. En ce qui concerne l'admission du témoignage des chrétiens devant les tribunaux, droit existant sur le papier depuis le Hatti-Scherif de Gulhané, ce droit rencontre partout une opposition ouverte, quoique passive. A peine le firman qui établit l'assimilation des chrétiens aux musulmans devant les tribunaux, fut-il publié, que les Muftis, les Cadis et les Ulémas, qui sont en possession du pouvoir judiciaire, ont déclaré qu'ils quitteraient leurs emplois aussitôt que le Sultan insisterait pour que cette assimilation fut réalisée. Tous les Ulémas et les Effendis, avec qui le correspondant a eu l'occasion de parler sur ce sujet, déclarent ouvertement que l'exécution de ce firman ne pourra jamais avoir lieu, tant que les Cadis rendront la justice en vertu du Coran.

Et pourtant de quoi s'agit-il au fond? D'accorder aux chrétiens le droit de témoigner en justice, libre ensuite au juge, le Cadi Musulman, d'ajouter foi, ou non, au témoignage. D'après la loi turque, un malfaiteur musulman peut commettre tout crime, au vu et au su d'une bourgade entière de chrétiens. Amené devant le Cadi, si aucun musulman ne témoigne contre lui, il sera

acquitté. En Europe, où l'on est si engoué des Turcs, on ne croirait pas à une pareille monstruosité. Il a fallu pourtant que les flottes les plus formidables du monde, qu'une armée supérieure en nombre à celle avec laquelle Alexandre le Grand conquiert l'univers alors connu, vinsent prêter leurs secours aux Turcs, pour que le Sultan, afin de témoigner sa reconnaissance à ses puissans alliés, accordât à leur coreligionnaires, ses sujets, le droit de se présenter comme témoins devant les tribunaux, et l'on voit l'opposition que rencontre l'application de ce firman. Nous l'avons déjà dit, nous n'avons jamais douté de l'intérêt qu'inspire aux Puissances le sort des chrétiens. Nous sommes persuadés qu'elles emploieront tous les moyens pour obtenir en leur faveur, les concessions les plus larges, et leur complète égalité civile avec les Musulmans. On obtiendra des firmans qu'on s'empressera de publier dans les journaux; on écrira des brochures, on s'extasiera devant l'humanité, la magnanimité du Sultan, on envieira peut-être même, qui sait, le sort de ces rayas fortunés; en attendant, les muphtis et les cadis se moqueront des firmans, et l'on vengera, par un surcroît d'exactions et de bastonnade, sur ces pauvres rayas, la honte des concessions que le Sultan aura dû faire, *sur papier*, à ces chrétiens de Giaours, ses chers et fidèles alliés.

Tels sont les Turcs. Leur loi religieuse est en même tems leur loi civile. Toute leur législation découle du Coran. Voici pourquoi toutes les populations qui ne professent pas le Mahométisme, sont nécessairement exclues du régime civil et politique. On peut leur accorder une législation à part, des privilèges de toute sorte, mais elles n'obtiendront jamais le droit de cité; elles seront toujours

étrangères à la population dominante. Cette infériorité des chrétiens, ces rapports des mahométans avec eux, ne sont pas seulement officiels. On se tromperait fort, si l'on croyait que ce n'est qu'une situation légale, qu'on ne peut pas abolir, mais à laquelle on peut déroger en mainte occasion. Elle est surtout, qu'on le remarque bien, dans les habitudes, dans les mœurs des Osmanlis. On ne devrait pas encore perdre ceci de vue, que le Mahométisme, la religion du Coran, cette loi religieuse et civile à la fois, qui, au lieu de ne s'adresser qu'à la conscience, régit au contraire toutes les relations de la vie humaine, a ceci de particulier, qu'elle inspire le même fanatisme à tous ses adeptes quelle que soit la nationalité à laquelle ils appartiennent. L'Albanais mahométan, récemment converti à l'Islamisme, et le musulman de Bagdad, à l'autre extrémité de l'Empire, ont, par le seul fait de la religion, la même haine contre les Chrétiens. Ils se croient au-dessus des infidèles sous tous les rapports; ils possèdent, par une vertu toute particulière de l'Islamisme, toutes les qualités matérielles et morales à un degré supérieur. De là ce sentiment de haine et de mépris contre quiconque n'est pas de leur religion. Ceci est une suite naturelle du caractère particulier de cette croyance qui a réglé d'avance les relations les plus minimes de la vie privée.

Voici pourquoi, tant qu'il y aura un Etat mahométan, les Musulmans repousseront forcément toute assimilation civile ou politique avec les Chrétiens. Il s'ensuit tout naturellement que cet Etat sera toujours comparativement faible, car l'élément chrétien, condamné à une existence à part, ne comptera pas parmi la force vitale de la nation. Bien plus, ayant la conscience de l'injustice dont il est la

victime, il sera constamment en état de conspiration latente et souvent manifeste, il menacera toujours l'existence de l'Empire.

Or, pour que la force de cet Empire soit en proportion de son étendue territoriale, il faut nécessairement, ou convertir à l'Islamisme cette masse de 15 millions de chrétiens, ou bien les exterminer. Dans le premier cas, on aura un peuple homogène sur lequel on pourra compter, dans le second, on se sera au moins débarrassé d'une race *incommode*.

Tels sont les seuls moyens à employer avec succès, si l'on veut rendre la vie et la force à l'Empire Ottoman.

Et comme cette race a opposé, pendant plusieurs siècles d'une oppression inouïe, une admirable résistance passive pour conserver la foi de ses pères, la foi du Christ, ce n'est, on le voit bien, qu'à un expédient impraticable qu'on devrait avoir recours.

Or ceci est une impossibilité, une pareille pensée n'a qu'à être exprimée pour faire reculer d'horreur.

Nous n'avons dit ce qui précède que pour prouver que tous les efforts qu'on fait pour le maintien de l'Empire Ottoman mènent droit à l'impossible, à l'absurde. Voici pourquoi nous demandons, au lieu du Sultan turc, un Empereur chrétien.

Ces quelques mots ayant été écrits à propos de la correspondance du journal d'Agram, nous allons, avant de terminer, nous transporter de la Bosnie à Smyrne, cette seconde ville de l'Empire Ottoman. Ce que nous allons raconter nous a été communiqué par une personne très-digne de foi. Sa lettre est datée du 28 Avril (10 Mai.)

Dans une hôtellerie de Smyrne, se trouvait un pauvre



juif malade. Il y était soigné par ses coreligionnaires. Il mourut; on s'apprêtait à lui rendre les derniers devoirs, mais quelques Turcs, qui habitaient dans l'hôtellerie, s'y sont opposé. Une vingtaine de jours avant sa mort, le défunt leur aurait déclaré son intention d'abjurer le Judaïsme et d'embrasser le Mahométisme. Il devait donc être enterré comme musulman. Les juifs alors s'adressent au gouverneur; le conseil est convoqué. Les Turcs de leur côté produisent des témoins devant qui le défunt aurait déclaré ses intentions. Enfin, par un jugement rendu par le Cadi, feu Abraham est déclaré bon musulman. Les pauvres juifs, à qui le cadavre allait être enlevé, ont cru devoir recourir à la protection du consul Anglais. Celui-ci s'est adressé au gouverneur qui entendait raison: mais que faire contre le conseil, comment annuler le jugement du Cadi? On a dû avoir recours à un expédient. Deux nouveaux témoins, également musulmans (n'oublions pas qu'ils possèdent le privilège exclusif de déposer en justice) ont déposé devant le Cadi que le défunt était aliéné. On devine le reste.

Voilà ce qui s'appelle rendre la justice selon le Coran.

B.

---

## Correspondance des Consuls avec les insurgés.

Voué à la défense des intérêts des chrétiens de la Turquie, le *Spectateur* s'est fait un devoir de mettre toute l'impartialité possible dans la discussion des questions

qu'il a eu à traiter. Il a toujours professé un égal respect pour les grandes Puissances: il a tâché d'user de la plus grande modération, en exposant ses plaintes contre les mesures prises par les mêmes Puissances pour décourager l'insurrection de l'Epire et de la Thessalie. Il a fait plus: il a passé sous silence diverses accusations, dénuées de tout fondement, que, non seulement les Journaux les plus respectables de l'Occident, mais le *Moniteur Universel* lui-même, se sont plu à reproduire contre les insurgés et contre la Grèce.

On a répété mainte fois que l'insurrection n'est qu'une invasion des Hellènes, repoussée par les habitans eux-mêmes. Or, voici trois lettres des consuls d'Angleterre et de France à Jannina, adressées aux *Habitans de l'Eparchie de Laka*. On nous accordera, nous l'espérons, que cette Eparchie au moins a fait exception à la règle générale qu'on a voulu établir, car, de l'aveu des consuls, elle a pris les armes contre les Turcs.

La lettre N. 1. nous a été adressée en copie par un de nos amis qui en possède l'original. Les originaux des deux autres se trouvent entre nos mains, et nous les tenons à la disposition de quiconque aurait le désir de les voir.

B.

N. 1.

*Aux primats et habitans de l'Eparchie de Laka.*

Nous avons reçu hier la lettre que vous nous avez envoyée de Dramessi, et nous regrettons de voir que vous ne savez pas vous-mêmes à quoi vous décider. Pensez y bien, une semblable indécision a causé la ruine de Metzovo. Nous soussignés, consuls d'Angleterre et de France, sommes arrivés aujourd'hui au camp d'Avdi-pacha. Par conséquent, toute attaque de

voire part contre les troupes Ottomanes, sera considérée comme une attaque contre l'Angleterre et contre la France. Par une pareille attaque vous détruisez vous mêmes tout espoir en la bienveillance de nos gouvernemens envers les chrétiens de ce pays. Nous attendons votre réponse par le porteur de la présente.

St. Démétrius ce 13(25) Avril 1834.

Le Consul d'Angleterre      Le Consul de France  
(Signé) J. LONGWORTH.      (Signé) V. BERTRAND.

### N. 2. *Aux primats de l'Éparchie de Laka.*

Nous regrettons que, malgré nos propositions dans notre entrevue d'hier, vous ne compreniez pas vos véritables intérêts. Nous espérons que vous y réfléchirez mieux, et afin de vous donner une nouvelle occasion de réfléchir, nous vous prévenons que Monsieur Longworth, chargé par son gouvernement d'une mission spéciale relativement à ces affaires, accompagnera Avdi pacha dans son expédition, et que, dans le desir de prévenir l'effusion du sang chrétien et d'autres malheurs qui peuvent vous arriver, il est prêt à intercéder en votre faveur.

Mais sachez le bien, plus vous apportez de retards à votre soumission, et moins seront favorables les conditions que Monsieur Longworth pourra obtenir pour vous.

Jannina ce 22 Avril 1834.

Le Consul de France      Le vice-Consul d'Angleterre.  
(Signé) V. BERTRAND.      (Signé) Th. DAMASCÉROS.

### N. 3. *A tous les habitans de Laka.*

En réponse à votre lettre d'hier, nous croyons devoir vous expliquer que votre conduite nous paraît erronée. Notre intention n'a jamais été de négocier avec vous.

En notre qualité de représentans des gouvernemens français et anglais nous ne pouvons pas négocier des conventions avec les sujets révoltés d'un souverain allié aux nôtres.

Notre intention n'était que d'intercéder pour vous et de tâcher d'obtenir en votre faveur les conditions les plus avantageuses, dans le cas où vous

auriez fait à tems votre soumission aux autorités ottomanes. C'est ce que nous vous conseillons pour la dernière fois de faire sans le moindre retard. Nous ne pouvons ajourner qu'à ce soir au plus tard l'expédition d'Avdi-pacha.

Envoyez donc ce soir à Jannina une députation de chefs de votre confiance avec pleins-pouvoirs pour faire votre soumission.

En tout cas, nous sommes responsables pour la sûreté du retour de la députation.

Jannina ce 27 Avril 1834.

(Signé) J. LONGWORTH.      (Signé) V. BERTRAND.  
Her Britanic Majesty's Consul.      Consul de France.

## Quinzaine politique du Spectateur.

L'orage qui depuis quelque tems grondait à l'horizon de la Grèce, vient enfin d'éclater d'une manière qui ne peut que pénétrer de douleur tout homme attaché à ce pays des grands souvenirs et des grandes infortunes. Les puissances vers lesquelles il avait l'habitude de se tourner avec confiance, sur les sympathies desquelles il fondait ses plus chères espérances, et auxquelles l'attachait le lien sacré des bienfaits et de la reconnaissance, dominées toujours, qu'on nous permette de le répéter, par des idées erronées sur l'état de ce malheureux pays, et sur les services qu'il peut encore être appelé à rendre à l'Europe, ont cru devoir lui infliger un rude châtement.

La réponse aux notes, dont nous avons parlé dans notre livraison précédente, a enfin été donnée sous des circonstances qui n'admettaient pas de délai. On sait qu'elles répétaient en les développant et en renchérissant, les récriminations formulées dans la dernière note de l'am-



bassadeur turc, et qu'elles insistaient sur les réclamations qui y étaient contenues. Le gouvernement devait condamner l'insurrection de l'Épire, de la Thessalie et de la Macédoine, cesser de l'aider, ou plutôt de l'instiguer, rappeler ceux de ses sujets qui y ont pris part, et punir ceux qui refuseraient d'obéir à l'appel.

Le gouvernement grec avait répondu à la note de Netchet-bey, qu'il n'aidait ni n'instiguait l'insurrection, qu'il ne pouvait rien contre ceux qui y étaient engagés, et que des mesures exigées, il ne saurait appliquer que celles qui ne contrevenaient pas aux lois du pays. Cette réponse fut communiquée aux chambres; celle des députés l'approuva à l'unanimité. Dans le sénat seize membres lui refusèrent leur vote, non pas, ainsi qu'ils le déclarèrent formellement, comme preuve qu'ils désapprouvaient l'esprit qui l'avait dictée, ou le mouvement qu'elle concernait, mais parcequ'ils voulaient laisser aux ministres, leurs rivaux, toute la responsabilité de leurs actes, et qu'ils ne se souciaient pas de leur donner un appui qu'ils croyaient ne pas leur devoir d'après la constitution.

On conçoit donc que le gouvernement grec ait trouvé difficile de se donner un démenti, en répondant aux notes de la France et de l'Angleterre autrement qu'il n'avait fait à celle de la Turquie, en niant ce qu'il avait affirmé, en affirmant ce qu'il avait nié, qu'il dût hésiter avant de dévier d'une ligne de conduite qu'il croyait recommandée par les sympathies de toute la nation, et qui était approuvée par ses représentants.

Mais les notes étaient péremptoires, et les raisons du gouvernement grec n'étaient pas prises en considération. Les représentants de l'Allemagne ont offert leurs bons of-

fices; M. le Baron de Thile surtout, Ministre résident de Prusse, un homme que la Grèce est heureuse de compter parmi ses plus sincères amis, s'est activement occupé de faire accepter une réponse qui lésât moins la dignité du gouvernement grec, et qui ne blessât pas autant le sentiment national. Vains efforts, qui échouèrent contre la ferme résolution de ne point s'écarter des demandes une fois formulées! Les négociations duraient encore, lorsque le soir du 13 (25) Mai, 14 bâtiments français et anglais, portant huit mille hommes de troupes, entrèrent dans le Pirée. Le lendemain, dès la pointe du jour, un officier anglais, suivi d'un porte-étendard, descendit à terre, tira l'épée, et en traça un carré, au milieu duquel l'étendard fut déployé. Un instant après, il fut reporté à bord; c'était la formalité de l'occupation. Aussitôt les équipages français et anglais montèrent à bord des bâtimens de guerre grecs, les premiers le pistolet au poing, en prirent possession, amenèrent le pavillon grec, congédièrent les officiers, et firent passer les matelots à bord de l'escadre alliée. En même temps, des canons furent descendus à terre, et les troupes françaises qui débarquèrent, occupèrent les hauteurs de la Munychie, et il fut signifié au gouvernement, que si dans la journée il ne répondait pas catégoriquement et affirmativement aux notes qui lui avaient été adressées, les troupes marcheraient sur Athènes, et que l'on traiterait la Grèce en pays ennemi. Mais il ne suffisait plus que le ministère signât seul la réponse, on exigea que le Roi y apposât aussi sa signature. Cependant les ministres, croyant ne pas pouvoir se maintenir vis-à-vis de l'occupation sans violer la constitution, ne voulant pas non plus désertir leur passé, donnèrent leur démission, ce qui

augmenta les difficultés de la position, car il ne restait plus personne pour signer la réponse, le Roi ne pouvant le faire d'après les principes constitutionnels. On s'arrêta à un expédient; il n'y eut pas de réponse écrite; mais le soir du même jour, le Roi reçut les ambassadeurs de France et d'Angleterre, et leur déclara qu'il avait l'intention d'observer une stricte neutralité dans la guerre qui se ferait entre la Russie et la Turquie, et qu'il appellerait au gouvernement des ministres qui, par leur caractère et leur intelligence, seraient les plus propres à remplir cet engagement. Pour donner une preuve irrécusable de sa sincérité à suivre la voie qui lui était tracée, la Roi accepta sans hésiter la composition du ministère qui lui fut dictée par les représentants de la France et de l'Angleterre.

Quelle sera la marche de ce ministère quant à la question qui seule aujourd'hui importe aux Grecs, et devant laquelle toute autre s'évanouit? Comment entend-il interpréter le principe de neutralité qu'il a pour mission d'appliquer? Le mouvement des chrétiens de la Turquie sera-t-il étouffé de sa main? Sourd à leurs vœux, indifférent au sang qui a coulé, froid devant leurs malheurs ainsi que devant leurs triomphes, prendra-t-il contre eux des mesures liberticides? Rien ne nous donne le droit de le supposer. Nous ne pouvons juger encore les nouveaux ministres que par leurs antécédents, ainsi que par le petit nombre d'actes qui ont signalé leur première installation. Les premiers nous offrent des garanties sûres de leurs sentiments patriotiques, et de leur pleine adhésion au mouvement insurrectionnel de nos frères. Sans parler du président du conseil, dont nous ignorons la pensée actu-

elle, mais dont les larges vues ne se sont, nous en sommes sûrs, jamais conciliées avec les limites étroites dans lesquelles étouffé la nationalité grecque, l'illustre amiral qui a accepté le portefeuille de la marine, n'est oublieux ni de ses triomphes applaudis par l'enthousiasme unanime de l'Europe, ni du courage persévérant qu'il lui a fallu, à lui comme à la Grèce entière, opposer aux mille préjugés dont elle était l'objet pendant les premières années de la lutte. Il se sentit rajeunir à l'aspect de ces braves, qui descendaient dans la lice comme il y était descendu autrefois, qui avaient les mêmes droits à défendre, les mêmes difficultés à vaincre, les mêmes injustices à subir, et ne pouvant leur offrir son bras, il leur offrit son fils. Le jeune Léonidas Canaris, muni des bénédictions et des instructions précieuses de son père, combat aujourd'hui dans les rangs des Thessaliens, et a déjà montré dans plus d'une rencontre, que la bravoure est héréditaire dans la famille du grand brûlotier. Le ministre des affaires étrangères était un membre actif d'un de ces comités qui se sont spontanément formés à Athènes, pour aider l'insurrection, et il s'y distinguait par la chaleur patriotique de sa parole, et par ses contributions généreuses; le ministre de l'intérieur fut le premier fondateur de l'un des deux comités péloponnésiens; un autre membre du ministère écrivait des plaidoyers éloquentes sur les vœux et les espérances des insurgés. A ces signes si peu contestables de sympathie, nous sommes autorisés à croire que la cause de nos frères qui se battent pour leur liberté, n'a rien perdu par la nomination des nouveaux ministres.

Leur programme en est une garantie nouvelle: ils fonderont leur gouvernement sur l'application sincère de la



constitution, et respecteront les sympathies des Grecs pour leurs frères. C'est assez dire que chaque citoyen sera donc aussi libre, plus libre même que par le passé, de dire ou d'imprimer sa pensée, et de faire de sa liberté tout usage qui n'est pas défendu par la loi. Il pourra courir se ranger à ses risques et périls, et se faire tuer s'il en a le noble courage, dans les rangs des combattans de la croix et de la liberté, sans que personne ait le droit de l'en empêcher. C'est ainsi que nous pouvons entendre, et c'est ainsi que toutes les circonstances dont nous venons de parler semblent prouver que le ministère entend la neutralité, non point envers les puissances, comme le dit avec peu de justesse le programme ministériel, contre lesquelles jamais la Grèce n'a eu une pensée hostile, mais entre la Turquie et la Russie, soit même entre la Turquie et ses sujets insurgés. La neutralité est en politique ce que la tolérance est en religion. Elle consiste à ne pas favoriser un de deux rivaux plutôt que l'autre, et à laisser chacun faire ses affaires à sa guise; elle concerne les gouvernements, et ne fait point violence aux sentiments et au libre arbitre des particuliers. C'est ainsi qu'elle fut de tout temps appliquée par toutes les nations de l'Europe, par la France, par l'Angleterre, qui n'ont jamais empêché leurs sujets de prendre part à des guerres contre des nations avec lesquelles ces puissances étaient en paix. Ainsi comprise, la neutralité du gouvernement grec a notre pleine adhésion. Nous n'avons jamais été dans ses secrets, pour savoir s'il y a en effet forfait, comme on l'en accuse, ou s'il y est resté fidèle, comme il le prétend; mais nous comprenons que le rôle du gouvernement grec soit de se tenir autant que possible à l'écart du grand conflit auquel sont en-

gagés de part et d'autre entre ses anciens bienfaiteurs et ses soutiens, qu'avec la loyauté qui doit toujours et en toute circonstance présider à la conduite de tout gouvernement, il doive, malgré ses plus vives sympathies, s'abstenir lui-même de toute connivence avec l'insurrection, et ne lui prêter ni son armée ni ses munitions, ni son trésor, aussi longtemps qu'il n'est en guerre avec la Turquie, et nous ajouterons encore qu'il doit autant que possible éviter cette extrémité, par égard pour les puissances dont la Grèce respecte la force, et n'a jamais oublié les bienfaits.

Cependant nous pensons que le gouvernement outre-passe les bornes qui lui sont prescrites par les devoirs de la neutralité, lorsque, non content d'étouffer ses sentimens pour la lutte héroïque des populations grecques de la Turquie, et de lui refuser son assistance, il rappelle aussi, comme il vient de le faire, en les menaçant de punitions ceux qui, ayant donné leur démission du service royal, ont été, comme simples particuliers, courir les hasards de la guerre, ou qu'il refuse la permission de partir à ceux qui, ne lui étant attachés par aucun lien, veulent aller unir leur sort à celui de leurs frères en détresse. Ce n'est plus là être neutre envers l'insurrection, c'est lui être hostile.

Cependant, quoique le ministère actuel soit né de la confiance des représentans de la France et de l'Angleterre, il n'en paraît pas jouir pleinement, car l'occupation n'a pas cessé, après qu'il eût été placé au timon, et à beaucoup d'indices on croit pouvoir présager qu'elle se prolongera. Il y a même des gens qui pensent que les récriminations contre le gouvernement grec n'étaient que le prétexte, et que l'oc-

cupation était le véritable but, et qui s'en plaignent comme d'un grand malheur. Nous sommes d'un avis contraire. Sans nier ce qu'elle a de blessant pour la dignité d'un état indépendant, et de contraire aux principes du droit des gens, nous nous en consolons cependant par la conviction qu'elle, aussi bien que l'expédition des armées alliées en Turquie, tournera au profit de la cause que nous défendons. C'est par ces armées que la Grèce et la Turquie seront dévoilées à l'Europe, et nous en attendons l'épreuve avec confiance. On aura cessé de voir la première à travers le prisme du merveilleux et les contes des Mille et une Nuits, la seconde à travers des relations haineuses, tissées de mensonges et de calomnies, que des journaux sérieux accueillent avec confiance, et dont ils ont le malheur de devenir les organes et les victimes. Nous aurons aussi nos correspondants au *Moniteur*: ce seront tous ces hommes d'honneur, pour lesquels la vérité est un culte, et qui s'indigneront de voir le rôle dégradant que des correspondans peu scrupuleux font jouer à la presse de leur pays. Ils diront au *Moniteur* et au *Morning Chronicle*, que les montagnes et les villes de la Grèce ne sont pas infestées de brigands, que ses mers ne sont pas sillonnées de pirates munis de lettres de marque du gouvernement grec; ils leur diront de ne pas croire et encore moins de répéter que le gouvernement grec ait armé les moines de Daphné, et ait envoyé un général pour inspecter cette troupe formidable, ne fût-ce que par la raison que tout le personnel de Daphné ne consiste qu'en six religieuses octagénaires et paralytiques. Ils pourront tout aussi bien les prémunir contre ces faux

rapports d'un million de roubles envoyés tous les mois par la Russie au gouvernement grec pour servir à l'insurrection. Nous prouvons assurément de la manière la plus positive que la Russie n'a malheureusement envoyé un seul sou au gouvernement, ni à l'insurrection, qui accepterait avec reconnaissance toute assistance de quelque part qu'elle lui vint. Elle n'a rien à voir dans les partis qui divisent l'Europe; pour elle il n'y a que le parti du christianisme et de la civilisation, qui est ou sera son auxiliaire, et le parti de l'islamisme et de la barbarie, qui est son adversaire. Elle serait dévouée à la France ou à l'Angleterre comme elle le serait à la Russie, si l'une ou l'autre de ces puissances lui donnait aide et encouragement. Le *Moniteur* se donne une peine bien inutile pour rappeler à la Grèce tous les bienfaits qu'elle a reçus de la France. On les a si peu oubliés en Grèce, qu'on y a trouvé la liste du *Moniteur* fort incomplète. Au lieu de mettre en ligne de compte la carte de la Grèce que la Grèce a payée, et les leçons de Français donnés pendant quelques mois à quelques jeunes Grecs par trois ou quatre élèves de l'école française, lorsque la langue française est gratuitement enseignée dans toutes les écoles du pays, il eût dû citer plutôt cette libéralité avec laquelle la France, en même temps que par ces armées elle chassait les Arabes de la Morée, subventionnait le gouvernement du comte Capodistrias, dont cependant elle n'approuvait pas la politique, par un demi million de francs tous les mois; il eût dû rappeler cette politique désintéressée, qui, en plus d'une circonstance, la fit soutenir en Grèce les cabinets même qui n'étaient pas formés de ses amis,



il eût pu enfin mentionner le bienfait le plus précieux, et celui dont la Grèce ne cesse d'avoir la conscience intime et reconnaissante; nous voulons parler du fond d'idées, d'intelligence et de civilisation qu'elle puise en France, et de l'éducation sociale qu'elle fait dans sa grande école et dans celle de l'Angleterre. La Grèce n'a donné aucune raison de croire qu'elle ait perdu de vue ces relations si intimes. Ce sont au contraire ces antécédents qui l'encourageaient à penser, que les vœux et que les efforts des Grecs encore asservis pour obtenir leur affranchissement, loin d'être interprétés comme une instigation intéressée de la Russie, ou comme une intrigue ambitieuse de la cour de Grèce, seraient compris et appréciés en France et en Angleterre, et y exciteraient les sympathies qu'y réveille d'ordinaire tout ce qui est noble et juste.

Mais sur l'insurrection elle-même, nos vaillants hôtes dont nous invoquons le témoignage, pourront apprendre aux journaux des choses qui modifieront considérablement leurs opinions. Ils n'auront pas besoin de séjourner longtemps en Orient, pour se convaincre que, si à la première nouvelle de la prise d'armes, tous les Thessaliens, les Epirotes, les Macédoniens établis en Grèce, ont couru partager les dangers de leurs frères, et qu'un grand nombre des indigènes du royaume libre se sont unis à eux, mus par les plus nobles sentiments, ce n'est point à dire que l'insurrection soit en vérité une invasion, et que les provinces où le mouvement s'est produit y soient restées indifférentes. Les lettres que nous avons publiées plus haut font foi du contraire; on y voit les efforts réitérés et persévérans de M. Longworth, qui tantôt exhorte ou me-

nace les chrétiens, tantôt conduit contre eux les troupes turques, de M. Bertrand, qui, après avoir épuisé son philhellénisme à Athènes dans des brochures philosophiques et des articles fort adroits sur la *grande idée*, sert maintenant avec une égale ardeur les intérêts des Turcs; Autres lieux, autres mœurs!

*Chrétienne dans Paris, musulmane en ces lieux;*

Tous les deux se donnent une peine infinie, mais souvent inutile, pour persuader, non point aux intrus, mais aux *primats* mêmes des diverses parties de l'Épire de rentrer sous la loi des Turcs, ce qui est une preuve assez convaincante qu'ils s'y fussent soustraits. Nous ne voulons pas nous plaindre de leurs procédés. Ils prétendent que c'est dans l'intérêt même des chrétiens qu'ils agissent, et sans doute que la fin doit justifier les moyens. Mais nous ne pouvons nous défendre d'opposer à leurs démarches celle du consul d'Amérique en Egypte, qui a aussi agi dans l'intérêt des chrétiens en Turquie, mais en cherchant non de quelle manière les soumettre au joug de leurs oppresseurs, mais de quelle manière les y soustraire.

Pour mieux apprécier les résultats de leurs efforts philhelléniques, qu'on sache qu'à peine quelques localités se furent-elles soumises, que Fuat-Effendi ordonna par une circulaire d'enrôler les chrétiens dans des régimens formés mi-partie de Grecs et de Turcs, et qui porteraient sur leur drapeau la croix unie au croissant, emblème monstrueux et blasphématoire, également repoussé par les sentimens des chrétiens et des musulmans. Les familles de cette espèce de prisonniers du nouveau régime d'égalité, doivent être envoyées dans les forteresses, pour y servir d'otages de leur fidélité. Cette terrible circulaire a résonné comme un coup de foudre en Épire,

et les habitans qui préfèrent mille fois la mort, que de servir dans les rangs des Turcs, cherchent à y échapper par la fuite, et un grand nombre de transfuges sont déjà arrivés à Vonitza.

En Thessalie, excepté quelques villes fortifiées où les Turcs dominant, il n'y a pas un seul endroit qui ne soit soulevé. Lorsque les Thessaliens livraient à Calabaca sous la conduite de Hadgi Petro et de l'évêque du lieu ce mémorable combat, dont nous avons rendu compte dans notre bulletin du 16 (28) mai, et qui s'est terminé par un éclatant triomphe (1), leurs familles s'étaient réunies autour

(1) ORDRE DU JOUR.

*Calabaca, ce 11 (23) Mai, 1854.*

Soldats ! Dieu a couronné vos efforts ; la victoire du 9 au 10 de ce mois prouvera à tous que votre soulèvement n'est que la suite de celui de 1821, que vos intentions ne sont que celles de vos pères.

Soldats ! vous avez vaincu une armée de six mille hommes, qui, forte de discipline, de canons, de munitions, de cavalerie, de provisions, accourait pour vous écraser. Un grand nombre de cadavres ennemis jonchent la terre de vos illustres ancêtres, et vos prisonniers de guerre, parmi lesquels on voit des officiers de tout rang, sont de glorieux trophées. Vous vous êtes rendus maîtres de cinq canons, de quatre-vingt-dix tentes, de quinze tambours, de six cents fusils, de trois drapeaux, de munitions, de provisions etc.

Soldats ! comme vos pères de 1821, vous avez montré que vous êtes dignes de votre patrie ; recevez-en mes remerciemens. Je m'estime heureux de commander à de pareils soldats.

Soldats ! préparez vous à de nouveaux triomphes ; Dieu qui est pour le faible et l'opprimé, sera pour nous ; les vœux de tous nos frères nous accompagneront partout. Ayez donc courage ! La mort ou la liberté ! telle doit être votre devise. Faites la guerre à tous ceux qui vous la font, mais épargnez la vie de ceux qui se rendent à votre discrétion. Ne suivez pas l'exemple de vos ennemis qui versent le sang de nos frères désarmés et inoffensifs, qui livrent aux flammes nos églises, qui attentent à l'honneur de nos femmes, de nos sœurs et de nos filles, qui égorgent les ministres de notre Dieu.

Je vous remercie des soins que vous avez accordés à vos prisonniers et de la douceur avec laquelle vous les avez traités ; je vous ai vu partager votre pain avec eux, et mon cœur s'en est réjoui. Anathème à tous ceux qui ont préféré à leur devoir des intérêts matériels ; frappez-les de votre réprobation.

Soldats ! Votre cause est celle de Dieu ; vous vous battez pour sa sainte église et pour votre patrie. Dieu bénira vos efforts, et la victoire suivra partout vos drapeaux.

CH. H. PETRO.

chef de l'armée Thessalienne.

des couvents escarpés des Météores, et là, à genoux, plusieurs milliers de femmes, de vieillards et d'enfans, les yeux et les mains levés vers le ciel, priaient Dieu pour le succès des armes chrétiennes.

Cependant nous ne nous faisons pas d'illusions ; nous savons que si l'on parlait franchement, on nous dirait : Eh bien soit : nous admettons que votre mouvement ne soit pas russe ; nous voulons avouer aussi qu'il est salué avec enthousiasme et suivi ostensiblement ou secrètement par tous les Grecs de la Turquie et par tous ceux qui sont accessibles à un sentiment généreux dans la Grèce libre. Mais que nous importe ? Toujours est-il que votre insurrection fait une diversion favorable à la Russie, et que par conséquent elle nous gêne.

Il en est sans doute ainsi, répondrions-nous, et c'est sur quoi la Russie comptait en partie. Votre tort à vous, c'est de ne pas l'avoir prévu lorsque vous preniez la Turquie pour pivot de votre politique, ou plutôt de ne pas nous en avoir cru ; avant de vous avancer, que ne reconnaissiez-vous votre terrain ? Vous eussiez vu que c'était un volcan, qui éclaterait à la première amorce qui serait brûlée. C'est trop présumer de la poudre que d'exiger qu'elle ne s'enflamme qu'à votre convenance, tandis que vous-mêmes y jetez l'étincelle. Vous l'éteindrez peut-être aujourd'hui, mais vous ne l'en rendrez pas moins inflammable, et le danger intérieur renaitra avec chaque coup extérieur qui menacera la Turquie, cette digue étrange, et fatalement vouée à la destruction, que vous vous obstinez à vouloir opposer à la Russie.

Et ne dites pas que vous avez créé la Grèce comme un essai d'un état qui pourrait, développé avec le temps, servir en Orient l'équilibre si nécessaire à tout le monde, mais que votre création a avorté. Rien n'est moins vrai. Que l'Angleterre de 1854 interroge l'Angleterre de



l'époque du comte Armand; que la France de 1854 interroge la France du temps de Coletti. Ces puissances sauront que malgré mainte faute sans doute du gouvernement grec, malgré mainte misère, provenant pour la plupart de divisions extérieures qui se reflétaient dans le pays, malgré mainte difficultés presque insurmontables, contre lesquelles ce pays naissant avait à lutter, il a cependant fait des pas généreux dans la voie du progrès et de la civilisation, et peut, sa pauvreté à part, tenir aujourd'hui avec honneur son rang parmi les membres cadets de la famille européenne; et pour la vérité de ce que nous avançons, c'est encore aux mêmes témoins que nous renverrons tous ceux qui sont encore sous l'impression du système de calomnies, qui pendant plusieurs années était organisé contre cet infortuné pays.

Voulez-vous sérieusement arracher les chrétiens de l'Orient à la prépondérance exclusive de la Russie? N'essayez pas d'en forcer le Patriarche à déclarer les Russes schismatiques; vous tentez l'impossible, vous ne trouverez pas un prêtre, pas un membre de l'église grecque qui commette ce fratricide religieux, et vous effarouchez toutes leurs susceptibilités; ne portez pas contre eux des accusations injustes, car vous perdez leur confiance; ne combattez pas le vœu le plus cher, le vœu unique de leur cœur, car vous vous les aliénez à tout jamais. Pour obtenir d'eux ce qu'en obtient la Russie, et plus que la Russie, faites comme elle, faites plus qu'elle ne fait. Défendez leur culte, protégez leurs droits, aidez-les à reconquérir leur liberté, et à s'élever au rang qu'ils ambitionnent et qu'il vous convient qu'ils atteignent, et vous aurez assis votre part d'influence, et l'équilibre européen, sur une base sûre, et la question d'Orient aura été résolue.

A.

M. RENTÉRI.

